

Blandine Krysmann "il est temps que des gens « ordinaires » se lancent en politique !"

Article rédigé par *Antoine Besson*, le 31 mai 2012

Blandine Krysmann, candidate dans la 1ère circonscription de Loire Atlantique, présente à libertepolitique.com ses valeurs et décrit les grandes lignes de son engagement politique.

Votre candidature :

Pourquoi vous présentez-vous ?

Parce qu'il est temps que des gens « ordinaires » se lancent en politique !

Non pas parce qu'ils ont milité, collé des affiches, applaudi dans des meetings, mais parce qu'ils vivent la vie de tout un chacun, et c'est cela qui les prédispose à voter des lois justes, à mettre en place des politiques qui servent le bien commun.

Et, surtout, parce qu'ils ont des convictions !

C'est pourquoi je m'engage pour ce territoire où je vis.

Dans quelle circonscription ?

La 1ère circonscription de Loire Atlantique : Nantes Orvault Sautron

Pour quel parti ?

Je me présente sous l'étiquette Divers droite mais j'ai le soutien du Parti Chrétien Démocrate (PCD), du Mouvement Pour La France (MPF), du Parti Libéral Démocrate (PLD) de France Ecologie, du CNIP

Qu'est-ce qui vous motive personnellement ?

Mes engagements professionnels et associatifs m'ont conduit vers cet engagement. Ce sont bien les élus qui ont les moyens de décider et de mettre en oeuvre des politiques pour le bien commun.

En quoi votre candidature a-t-elle un sens dans le contexte politique actuel ?

Dans le contexte national et local, lors d'une élection à 2 tours, les électeurs doivent pouvoir choisir des candidats qui ne s'engagent pas que sur des questions économiques mais aussi sur un choix de société clair. En Loire Atlantique, nous avons besoin d'une nouvelle génération d'élus.

Comment envisagez-vous votre action si vous êtes élu ?

Je m'engage à mettre l'homme au coeur de mes décisions et à travailler en partenariat avec les associations, les acteurs du public et du privé, mais aussi les habitants.

Si vous n'êtes pas élu comment envisagez-vous la suite de votre engagement politique ?

Cette élection n'est qu'un début. Je continuerai, en travaillant avec tous ceux qui oeuvrent dans le même sens.

Votre programme :

Dans le contexte de crise que nous traversons, comment imaginez-vous les mesures économiques à prendre pour remettre l'économie au service de l'Homme ? En particulier la finance ?

Principale créatrice de richesse, d'emploi productif, de dynamisme, l'entreprise est trop souvent décriée. Or, seul un tissu local d'entreprises, soutenues par la collectivité permet les créations d'emploi, les partenariats, les effets d'émulation.

Je souhaite soutenir les PME et PMI, par un Small business Act qui réserve une partie de la commande publique aux PME, par une baisse sensible des aides qui bénéficient aux multinationales au profit des PME/PMI, favoriser le développement durable de l'entreprise : écologique, économique, social, taxer la spéculation à court terme

François Hollande a proposé un programme qui annonce de nombreuses réformes de société directement liées au respect de la vie. Quelles sont vos positions sur l'euthanasie et la recherche sur les cellules souches embryonnaires ? L'avortement ?

Le respect de la vie de la conception à la mort naturelle est au coeur de mon engagement.

Je suis opposée à l'euthanasie. Il faut développer une culture du palliatif, pas juste dans des unités spécialisées (même s'il faut continuer le maillage du territoire) mais dans toutes les professions médicales.

Il faut maintenir l'interdiction de recherche sur l'embryon et développer la recherche sur les cellules souches adultes et du sang de cordon.

Il faut soutenir toutes les initiatives pour accueillir la vie et développer les alternatives à l'avortement. Créer des maisons maternelles dans chaque département pour accueillir les femmes enceintes en difficulté. Lutter contre tout ce qui tend à banaliser l'avortement, développer une politique d'éducation affective des jeunes, en lien avec les familles différentes de celle des pass contraception.

Le Président entend également réformer le mariage civil pour l'ouvrir aux personnes de même sexe. Le ministre de la famille a déjà pris des engagements allant en ce sens. Cela ouvrirait bien évidemment la porte à l'adoption d'enfants par des couples homosexuels. Comment vous situez-vous par rapport à ces débats ?

Je suis contre le mariage homosexuel et l'adoption par ces couples.

Un enfant a droit à un papa et une maman. Je souhaite même à ce titre revenir sur la loi qui permet à une personne seule d'adopter.

L'Education nationale est en échec depuis de nombreuses années. En partie parce que cette institution est le siège d'une idéologie permissive, égalitariste et dépassée ; mais aussi parce qu'elle privilégie le « pédagogisme » sur la transmission des savoirs. Quelle est votre analyse et comment redresser la barre ?

Je veux recentrer l'école sur sa fonction première : apprendre à lire, écrire et compter avec des méthodes éprouvées; transmettre l'héritage culturel de la France ; diversifier l'offre d'internat, revaloriser l'apprentissage.

La gestion de l'Education nationale est actuellement très centralisée ce qui peut-être un frein à l'attention aux enfants sur le terrain. Qu'en pensez-vous ?

Je propose de confier au directeur d'établissement le soin de choisir son équipe pédagogique et de mener son projet d'établissement, d'expérimenter, dans une ou deux Académies volontaires, en Loire Atlantique par exemple, la formule du « bon scolaire ». Le budget des établissements est abondé par l'Etat en fonction du choix des parents.

Les parents doivent avoir le choix de l'école pour leurs enfants.

La France est en situation de crise et face à un impératif de mise en adéquation de ses dépenses publiques (55% du PIB) avec ses ressources publiques (45% du PIB). Pourtant elle a l'une des administrations étatiques les plus lourdes d'Europe et ses missions, effectifs et structures n'ont pas évolué malgré la décentralisation et le changement du monde environnant. Les Français la ressentent aujourd'hui comme de moins en moins efficace et de plus en plus contraignante. Comment selon vous serait possible la recherche d'un nouvel équilibre qui ne se traduise pas tout simplement par un surcroît d'effectifs et un surcroît d'impôts, mais un allègement et une plus grande efficacité ?

Il est impératif de revenir à un équilibre des comptes publics par une baisse des dépenses de fonctionnement de l'Etat et des collectivités locales. Je propose également d'instaurer un vrai contrôle des dépenses publiques (Etat, collectivités locales, sécurité sociale) en renforçant le rôle de la Cour des comptes, en regroupant les chambres régionales des comptes au plan interregional, et en améliorant l'évaluation des politiques publiques

La famille est cellule de base de la société. Sa définition légale est cependant de plus en plus floue. Comment dans ce contexte définiriez-vous la politique familiale ?

La famille est le premier lieu de la transmission, de la solidarité et de l'apprentissage de la vie en société .La précarité du lien familial fragilise la société tout entière.

Je propose d'inscrire le mariage dans la Constitution comme l'union d'un homme et d'une femme, de développer la préparation au mariage civil. La politique familiale doit être pensée de façon transversale (aménagement du territoire, droit du travail, logement...)

Quel est son but ? Que préconisez-vous comme mesures pour protéger les familles en France, les encourager dans leur oeuvre d'éducation et de préparation de l'avenir, leur rendre justice ?

Les parents ne sont pas démissionnaires, mais la tâche est difficile, particulièrement pour les parents seuls. Epauler les parents dans les difficultés c'est éviter que les situations dégénèrent et ne s'aggravent.

Il faut développer des dispositifs de soutien aux parents : maisons des familles, écoles des parents ... avec des professionnels et des associations...de soutiens aux familles qui entourent les plus fragiles : personnes âgées, personne avec un handicap ;

Réaffirmer le principe du repos dominical, facteur de cohésion sociale ;

Faciliter la formation, pour les parents, principalement les femmes, qui cessent leur activité professionnelle pour leurs enfants (congé parental, enfant handicapé, malade....) ;

Attribuer des points de retraite en fonction du nombre d'enfants

Comment selon vous devrait se concrétiser la priorité aux plus pauvres (en matière de retraites, logements et santé par exemple) ?

Par une réforme globale ! Je propose la création d'un revenu de base qui offre à chacun un atout pour ne pas tomber dans l'extrême précarité et valorise tous les temps de la vie. Le revenu de base a pour principe de reconnaître à toute personne sa dignité propre et la légitimité de sa participation à la richesse nationale. Il délivre notre système social de l'assistanat, car il s'adresse à tous et n'est pas en mesure de se substituer au travail.

Concrètement, il s'agit de simplifier notre système social par la création d'un revenu de base pour tous les citoyens de 400 € par mois pour les adultes et de 200 euros par mois de la naissance à 18 ans, en lieu et place de la myriade d'allocations existantes. Je précise que cette réforme ne représente aucun coût supplémentaire pour le budget de l'Etat.

Concernant le logement, je propose de généraliser la garantie des risques locatifs pour protéger les propriétaires et permettre aux jeunes et aux personnes modestes de se loger.

Concernant la santé, je veux assurer l'accès aux soins sur tout le territoire, en augmentant le numerus clausus des médecins dans les zones prioritaires de santé et en faisant entrer les communes rurales dans la logique des Maisons et Pôles de santé.

Les libertés religieuses et de conscience sont des piliers de notre République. Ces deux principes s'incarnent souvent dans une bonne pratique de la laïcité sur le plan politique. Pourtant ce terme est ambigu et au coeur de bien des débats. Comment définiriez-vous la laïcité et comment s'applique-t-elle en politique ?

La laïcité n'est pas le rejet de la religion dans la sphère privée. L'Etat doit faire cohabiter en bonne intelligence les différentes sensibilités religieuses dans notre pays, sans oublier les racines chrétiennes de notre pays.

Il s'agit également d'exiger de la part de toutes les religions de France, comme de toute personne et organisation, le respect intégral de la liberté religieuse et des lois de la République, en faisant préciser cette reconnaissance dans les statuts des associations cultuelles et culturelles.

<http://krysmann2012.com/>